

Le gouvernement finalise une nouvelle loi sur la télévision

Le gouvernement Ouyahia adoptera, dès cette semaine, un avant-projet de loi sur la télévision qui «permettra de préparer le terrain à l'ouverture politique de ce média lourd». C'est ce que nous apprend une source bien informée.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - «L'ébauche de cette nouvelle loi a été largement dégagée au cours de la réunion du gouvernement, jeudi dernier», ajoute notre source.

Une réunion marathon, la plus longue du genre et ayant duré de 10h jusqu'à 18h30. «Les débats au sujet de la télévision et, à un degré moindre, sur l'état d'urgence, ont été les plus longs de cette réunion de crise entamée mercredi.»

Comme nous l'annoncions précédemment en effet, le gouvernement a entamé la réunion «spécial crise» mercredi. «Les travaux, mercredi, ont été entièrement consacrés à la politique

de l'emploi et à un début de débat sur la levée de l'état d'urgence. En raison de la tenue le même jour, dans l'après-midi, d'un sommet de l'Alliance mais aussi en raison de l'importance et du caractère urgent des dossiers, Ouyahia a dû convoquer une autre fois ses ministres pour le lendemain jeudi», selon toujours notre source. Et si la levée de l'état d'urgence se fera par décret présidentiel et ne sera donc pas soumise au Parlement, l'ouverture de la télévision connaîtra, elle, le cheminement institutionnel classique.

«L'avant-projet de loi qui sera finalisé cette semaine sera



étant surtout un «vœu présidentiel».

Ceci étant, l'on ne peut que constater ce soin particulier accordé à ce sujet : l'ouverture de la télévision au débat politique et à l'opposition est perçue par le pouvoir comme une affaire d'Etat ! Bouteflika avait pourtant lui-même déclaré, le 3 février dernier, «qu'aucune loi ni instruction» n'a jamais été pris ou donné pour fermer les médias lourds à l'opposition. Si tel est le cas, pourquoi alors recourir à la plus extrême des mesures institutionnelles, l'adoption de toute une loi, pour «ouvrir» ce qui n'a jamais été fermé ?

Manifestement, Bouteflika veut s'entourer d'un maximum de «précautions» avant d'ouvrir l'ENTV.

K. A.

VALORISATION DU DIPLÔME D'INGÉNIEUR

Les étudiants se méfient des promesses de Harraoubia

Si le ministère de l'Enseignement supérieur s'est engagé mercredi dernier à prendre en charge les revendications des étudiants concernant notamment la revalorisation du diplôme d'ingénieur, lors d'une réunion avec les organisations estudiantines, la communauté universitaire dit vouloir rester mobilisée. Il s'agit pour les étudiants de suivre de près la concrétisation des promesses de la tutelle et de veiller à l'exigence de l'instauration de nouveaux rapports avec les rectorats qui, selon eux, refusent de communiquer et d'écouter leurs doléances.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Le large mouvement de protestation initié par les étudiants en ingénierie et les élèves des écoles préparatoires a abouti, ce mercredi, à une réunion avec les secrétaires généraux des organisations estudiantines.

Selon les représentants de ces dernières, si le ministre a accepté le principe de revalori-

sation du diplôme d'ingénierie, il a déclaré aux participants à la réunion qu'une réponse leur sera donnée dans une dizaine de jours concernant le décret n°10-315 du 13 décembre 2010 qui a provoqué le courroux des étudiants. Les étudiants ont, toutefois, poursuivi leur rassemblement jeudi dernier guettant les résultats de la réunion du ministre de

l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique avec les recteurs des instituts.

La veille, le premier responsable du secteur avait annoncé la prise en charge des revendications des étudiants suite à la réunion avec l'Alliance pour le renouveau estudiantin national (Aren), la Ligue nationale des étudiants algériens (LNEA), l'Union nationale des étudiants algériens (Unea) ainsi que l'Ugel.

Il s'agit, notamment, de la réouverture des postes de magister au profit des étudiants ayant suivi le cursus classique, qu'il s'agisse des ingénieurs ou des titulaires de licence.

Il a, aussi, été décidé la prise en charge de la question



Photo : DR

Les étudiants restent mobilisés.

des formes de classification des diplômes au niveau de la Fonction publique, indiquent les organisations estudiantines.

Le ministre a aussi annoncé que les écoles préparatoires disposeront, désormais, d'un statut.

«Les revendications des étudiants sont logiques et légitimes et elles devaient être prises en charge. Nous déplorons, toutefois, le fait que les étudiants aient été ballotés d'un responsable à un autre et n'aient pas été écoutés. Ceci notamment au niveau des rectorats, où ils n'ont même pas été reçus. Dans certaines universités, il y avait grève et la tutelle n'en avait même pas été informée. Cela doit changer et il doit y avoir une autre forme de gestion des universités», a déclaré Brahim Boulebane, secrétaire général de l'Union

nationale des étudiants algériens (Unea).

Il annoncera aussi la tenue d'une série d'assemblées générales au niveau des instituts dans les prochains jours.

Pour sa part, M. Mouassa, secrétaire général de l'Ugel, les décisions du premier responsable du secteur ont été bien accueillies et les modalités de leur application sur le terrain seront suivies de près.

Pour leur part, les étudiants des instituts, notamment ceux du centre du pays ont décidé de rester mobilisés dans les prochains jours et de poursuivre la concertation et les réunions de coordination en attendant l'application des mesures prises par le ministère de tutelle et la satisfaction de la principale revendication relative au décret présidentiel n°10-315 du 13 décembre 2010.

F.-Z. B.

ORAN

Le campus maintient la pression

Les différents campus d'Oran étaient, ce jeudi, toujours paralysés par des mouvements de protestation ayant mobilisé des centaines d'étudiants qui, depuis plus de 4 jours, ont recours au blocage des instituts et des universités.

En effet, protestant contre le décret 10-315, dit le «décret de la honte», qui dévalorise les diplômes de l'ingénierie, de graduation et de post-graduation au profit du master LMD, les étudiants réclament plus que de simples promesses avant de mettre fin à leur mouvement.

Si un début de concertation a eu lieu entre les différents mouvements estudiantins à travers le territoire national afin de mieux peser sur le ministère de l'Enseignement supérieur, à Oran, le blocus de l'USTO a donné lieu à des frictions ayant engendré une agression sur deux étudiants. En effet, selon des témoignages, un agent de sécurité de cette université, voulant probablement empêcher le blocage de l'entrée, s'en est pris physique-

ment à deux étudiants en leur assénant des coups, l'un au visage et l'autre dans le dos. Les deux étudiants blessés ont reçu des soins en urgence et ont déposé plainte aussitôt après contre leur agresseur.

En outre, d'autres étudiantes rapportent avoir reçu des intimidations d'un autre agent de sécurité. Au volant de son véhicule, ce dernier a tout bonnement foncé sur un groupe d'étudiants qui manifestaient à l'entrée du campus... La tension était encore vive avec des non-grévistes, notamment ceux inscrits en LMD, qui se trouvent favorisés par ce décret.

Par ailleurs, les appels à la grève sont maintenus pour la journée d'aujourd'hui à l'USTO, l'IGMO, l'Institut national des télécommunications, l'ex-IAP et le pôle universitaire de Belgaïd, apprend-on encore auprès des délégués des étudiants.

Fayçal M.